

SYNTHESE DU QUESTIONNAIRE EBN

Données statistiques de l'étude :

Nombre total de participants : 66

Réponses reçues : 30

Provenance des réponses : 30 territoires repartis sur 19 pays



Questionnaire téléchargeable sur le site web DELOC.eu sur le lien :
<http://www.deloc.eu/index.asp?info=pesquisa>

Version finale réalisée le 20.03.2007

Introduction

▪ Rappel du projet DELOC

Dans le contexte de l'économie mondialisée, L'Europe est de plus en plus confrontée aux mutations sectorielles sur son territoire. Celles-ci se manifestent notamment par la recrudescence des délocalisations, qui touchent l'ensemble du territoire européen. Aussi l'Union européenne cherche t-elle aujourd'hui les outils qui permettront à son économie d'être plus réactive face ces changements. Dans cette optique, elle a lancé le projet «DELOC- Des territoires confrontés aux délocalisations : Quelles réponses innovantes pour les régions européennes ?».

Le projet DELOC, cofinancé par le Fonds Social Européen, vise à analyser les causes et effets des délocalisations au niveau local, mais aussi et surtout à détecter des pratiques innovantes des différentes catégories d'acteurs (entreprises – multinationales et PME -, partenaires sociaux et pouvoirs publics) pour anticiper et prévenir ces mouvements.

▪ Les partenaires du projet

Le projet implique 3 régions européennes (Lyon-France, Ribatejo-Portugal, Veneto-Italie) et le réseau des Business and Innovation Centre via EBN.

NERSANT AE (Portugal)

NERSANT est l'association d'entrepreneurs de la région de Santarem (Nord du Portugal) spécialisée sur les questions liées au développement social et à l'entreprise. Son objectif est de promouvoir le développement économique de la région. NERSANT couvre une population de 450 000 habitants et dispose de plus de 700 entreprises associées. NERSANT a une grande expérience dans la gestion de programme communautaire.

ACTO – Acções e Território (Portugal)

ACTO est une société de conseil en développement territorial, qui travaille notamment sur les problèmes de l'emploi. Elle anime de nombreux projets de coopération sur ce thème et a rédigé des ouvrages traitants de sujets comme la mobilisation de l'économie locale, l'économie sociale ou solidaire. ACTO a une expérience avérée dans l'animation de projets transnationaux ainsi que d'ingénierie et évaluation de projets communautaires. ACTO est basée à Lisbonne et dispose d'une antenne à Porto.

Comité de Bassin d'Emploi Lyon Sud (France)

Le Comité de Bassin d'Emploi Lyon Sud est une plate-forme de concertation entre élus locaux, entreprises, syndicats de salariés, formation de développeurs locaux. Cette plate-forme favorise l'échange de pratiques innovantes au niveau régional.

Veneto Lavoro (Italie)

Veneto Lavoro est l'agence pour l'emploi régionale qui s'occupe de la gestion des politiques régionales pour l'emploi ainsi que l'observatoire pour l'emploi. La région se caractérise par une prédominance de PME dans les secteurs traditionnels (textile-confection, peaux et cuir, chaussures, bois-meubles) ainsi que métal-mécanique. On y compte de nombreuses entreprises leaders au niveau national et international.

EBN

EBN - le European BIC Network – est une association à but non lucratif basée à Bruxelles. EBN coordonne les activités des Centres européens d'entreprise et d'innovation ou Business and Innovation Centres (BIC) et les représente au sein et en dehors de l'Union européenne. Depuis sa création en 1984, le réseau EBN s'est agrandi et représente aujourd'hui près de 160 BIC et 70 autres organisations de soutien aux PME et aux entrepreneurs innovants. EBN couvre ainsi un réseau de plus de 20 000 PME en Europe et en dehors.

▪ Méthodologie

La réalisation du projet s'articule en deux phases : la première est une phase d'autodiagnostic au cours de laquelle les partenaires apprécient l'importance quantitative et qualitative du phénomène des délocalisations dans différents contextes territoriaux. La seconde phase consiste à identifier et présenter des solutions innovantes pratiquées au niveau local ou national.

▪ Rôle d'EBN et intérêt du questionnaire

Dans le cadre de la première phase « d'autodiagnostic », EBN a soumis un questionnaire à certains de ses membres et d'autres organisations afin de connaître leur regard personnel sur le phénomène des délocalisations. Il s'agit à travers ce questionnaire de récolter une information « brute » pour comprendre comment les délocalisations sont perçues localement par les organismes de soutien aux PME innovantes, en premier lieu les BIC, et comment ceux-ci se positionnent face à cette réalité.

Le questionnaire a également pour objectif de trouver des pistes d'études dans le cadre de la deuxième phase du projet.

Les réponses aux questionnaires ont été retranscrites dans le tableau Excel en annexe et sont synthétisées et commentées dans ce document.

L'enquête

1. Organisations ciblées

Le questionnaire a été envoyé à un panel de 66 organisations, membres du réseau EBN ou non. 30 réponses ont été obtenues. Les organisations ayant répondu sont tous des organismes qui contribuent au soutien des PME et des projets innovants dans leur région. La plupart d'entre eux sont des Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation ou Business and Innovation Centres (BIC).

1.1 Les BIC

Les Business and Innovation Centres (BIC) sont des organismes de soutien aux PME et aux entrepreneurs innovants. Ils sont reconnus par la Commission européenne sur base d'une certification de qualité qui permet l'obtention du label « European Community Business and Innovation Centre » (EC BIC). Investis d'une mission d'intérêt public, ils sont constitués par les principaux acteurs économiques d'une zone ou d'une région pour offrir une gamme de services intégrés d'orientation et d'accompagnement de projets de PME innovantes. A l'origine créés dans le cadre de la politique régionale européenne afin de dynamiser l'activité économique dans les régions en difficultés, les BIC ont vu progressivement leur champ d'influence s'étendre sur l'ensemble du territoire européen. Les BIC sont réunis et représentés au niveau européen par EBN dont ils constituent le cœur du réseau.

1.2 Les membres EBN autres que BIC

D'autres organisations de soutien aux PME et de projets innovants qui n'ont pas la dénomination BIC mais qui sont membres à part entière du réseau EBN ont été consultés et ont répondu aux questionnaires. C'est le cas par exemple de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Ruse en Bulgarie ou encore le centre technologique de Lettonie à Riga.

1.3 Les organisations hors EBN

Certaines organisations non-membres du réseau EBN ont également répondu au questionnaire : C'est le cas de l'Agence de développement économique de Bordeaux Gironde en France ou encore de la fondation pour le développement des PME de Saint-Pétersbourg en Russie et la Ross School of Business de l'université du Michigan aux Etats-Unis.

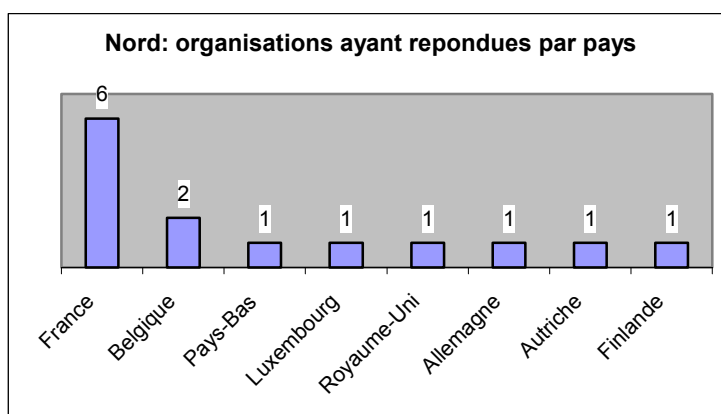
2. Territoires couverts par l'enquête

Les 30 membres ayant répondu à l'enquête agissent sur 30 territoires différents dont 28 sont compris dans l'espace de l'Union européenne.

2.1 Présentation

La moitié de ces territoires sont situés dans les régions du Nord (15) de l'Europe. Les autres se trouvent au Sud (7) et à l'Est (6) du continent.

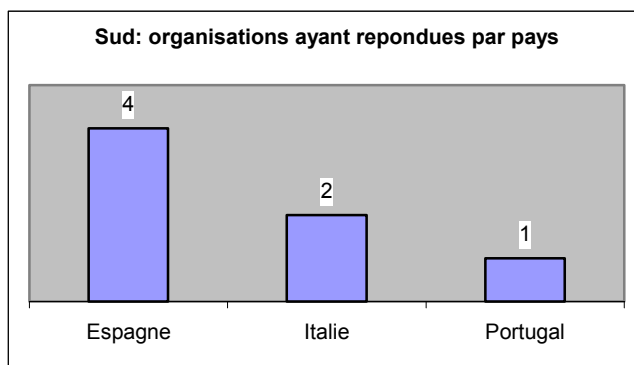
2.1.1 Nord Europe



Noms des territoires:

France: **Nord Pas de Calais, Basse-Normandie, Alsace, Lorraine, Gironde, Var**
 Belgique: **Namur, Liège**
 Pays-Bas: **Friesland**
 Luxembourg : **Luxembourg**
 Allemagne: **Brandebourg Est**
 Autriche: **Burgenland**
 Royaume-Uni: **West Midlands**
 Irlande: **Cork**
 Finlande: **Kouvola**

2.1.2 Sud Europe



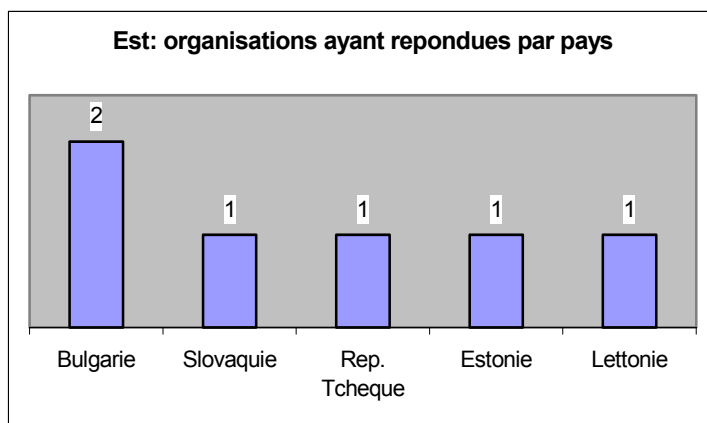
Territoires Sud:

Espagne: **Barcelone, Asturies, Andalousie, Burgos**

Italie: **Friuli Venezia Giulia, Sicile**

Portugal: **Algarve**

2.1.3 Est Europe



Territoires Est:

Bulgarie: **Bourgas, Ruse,**

Slovaquie: **Kosice**

République Tchèque: **Moravie du Sud**

Estonie: **Tallinn**

Lettonie: **Riga**

2.1.4. Territoires hors UE:

Etats-Unis: **Michigan**

Russie: **Saint-Petersbourg**

2.2 Données statistiques et évolution de l'emploi

Le questionnaire demandait aux organisations cibles de fournir des données statistiques sur leur territoire en terme de superficie, de population, de nombre d'emploi et de PIB par habitant.

▪ **Superficie**

Les organisations ayant répondu agissent sur une superficie de 242.557 km², dont 241.151 km² dans l'UE, soit environ 6% de la superficie totale de l'UE 27.

La superficie des territoires d'intervention varie fortement selon l'organisation : ainsi, le BIC Synergia de Caen (France) agit sur une superficie de 150 km² seulement. A l'inverse, le Tallinn Technology Park development Foundation situé à Tallinn couvre tout le territoire de l'Estonie, soit 45.227 km².

▪ **Population**

Les organisations qui ont répondu agissent sur un espace sur lequel vivent 31.353.075 personnes¹, c'est près de 7% de la population totale de l'UE 27.

▪ **Nombre d'emploi**

Les territoires concernés couvrent un peu moins de 10.305.895 emplois

▪ **Evolution de l'emploi depuis 10 ans**

Il était demandé dans ce questionnaire d'évaluer sur les dix dernières années la situation de l'emploi pour chaque territoire (positif, stable, négatif). Si la majorité des organisations localisées dans les régions du Sud et de l'Est de l'Europe estime que le bilan est positif, les organisations du Nord font un constat plus mitigé : Près de la moitié d'entre elles considèrent que le bilan est négatif ou stable. En outre, certaines organisations du Nord qui indiquent un bilan positif depuis 10 ans expliquent que la situation s'est améliorée par rapport à celle bien plus négative d'il y a 20 à 30 ans. C'est le cas dans le Nord de la France et la région du Hénault en Belgique depuis la disparition de l'habillement et la fermeture des mines de charbon.

¹ Ce nombre prend uniquement en compte les données fournies par les organisations dans l'UE

3. Impact des délocalisations

83 % des organisations ayant répondues considèrent que leur territoire est **touché** par le phénomène des délocalisations. Plusieurs organisations interrogées précisent que leur région est plus touchée par des disparitions d'activité pure et simple que par des délocalisations à proprement parlé.

Pour plus de 80% d'entre elles le phénomène touche l'industrie et pour 67 % les services. Les délocalisations concernent les grandes entreprises aussi bien que les PME.

3.1 Secteurs les plus touchés

Le **textile/ habillement** et l'**automobile** sont les plus souvent mentionnées pour designer les secteurs les plus touchés par les délocalisations et/ou les disparitions d'activité.

Nord Pas de Calais, France

On a assisté à la disparition pure et simple de l'habillement il y a 4/5 ans, malgré des tentatives de recentrage d'activité sur l'approvisionnement de la grande distribution très présente dans la région. Le textile dans la région n'a pas pu résister à la concurrence chinoise et indienne en terme de coût du travail.

West Midlands, Royaume-Uni

BIC Coventry mentionne la disparition proche de l'industrie automobile après la faillite récente de l'usine Rover. Cette fermeture s'est soldée par 6 758 licenciements et menace 15 000 emplois dans la chaîne d'approvisionnement.

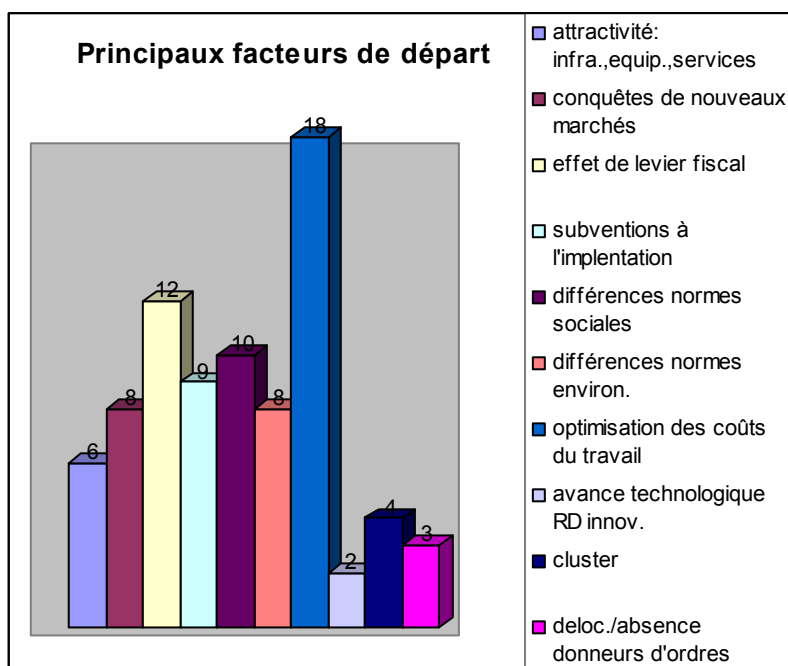
La **sidérurgie** est également un secteur en disparition (sidérurgie « à chaud » dans la région de Liège en Belgique) ou en très forte restructuration (région de Kosice en Slovaquie).

3.2 Qu'est-ce qui explique les délocalisations ?

Le questionnaire mentionnait une liste de 9 facteurs que les organisations devaient évaluer par importance pour expliquer les mouvements de départs et d'arrivées d'entreprises sur leur territoire :

1. Attractivité du territoire par les infrastructures, équipements, services
2. Conquête de nouveaux marchés
3. Effet de levier fiscal
4. Primes/Subventions à l'implantation
5. Différence entre normes sociales
6. Différence entre normes environnementales
7. Optimisation des coûts du travail
8. Existence d'une avance technologique (recherche, innovation)
9. Existence de clusters² sur le territoire
10. Autres

3.2.1. Pourquoi les entreprises partent-elles?



- La première raison invoquée pour expliquer les délocalisations est **l'optimisation des coûts du travail** par la recherche de plus bas salaires à l'étranger. Elle concerne les organisations du Nord et du Sud. En revanche aucune organisation de l'Est ne mentionne ce facteur comme étant important.

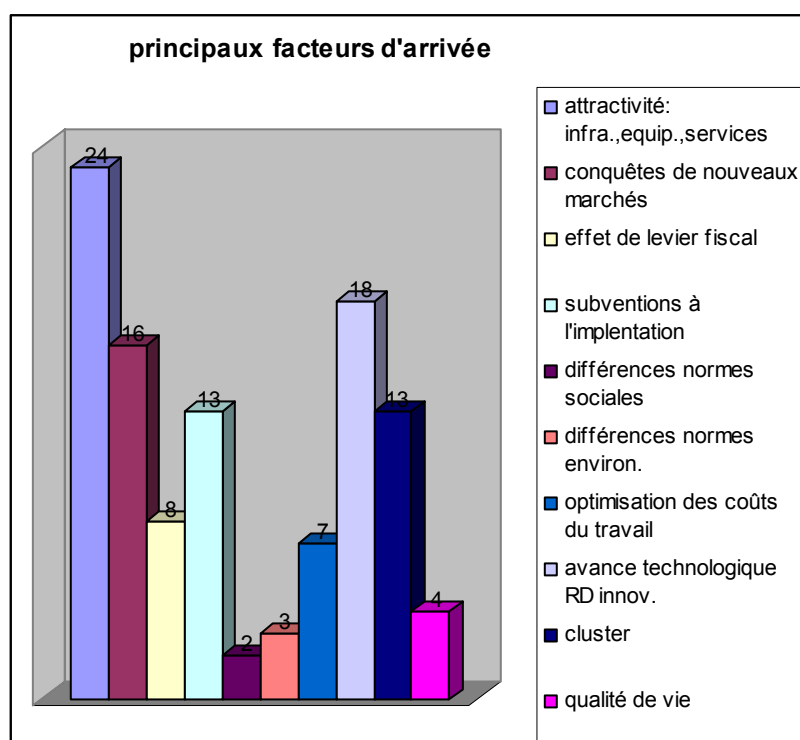
Les bas salaires de la main d'œuvre expliquent en grande partie les délocalisations des activités textile habillement de Sicile vers les pays du Maghreb, en particulier vers la Tunisie. Ce phénomène a tendance à s'intensifier ces dernières années.

² **Cluster**: Organisation de PME en réseaux sectoriels sur un espace géographique délimité afin de maximiser les synergies entre entreprises, les services conjoints (recherche, innovation, design, marketing ...) et les services connexes (conseils, fabrication de machines, outillage, banques, ...).

Pour les mêmes raisons, Les activités dans le secteur automobile du Nord de la France ont délocalisé vers l'Espagne et plus récemment vers la Chine.

- **Les incitations fiscales** pratiquées dans les pays étrangers viennent en deuxième position. Elles sont mentionnées dans plus d'un tiers des cas par les organisations du Nord (du Benelux, Allemagne, Autriche) mais également du Sud et de l'Est.

3.2.2 Pourquoi les entreprises s'installent-elles?



- La **qualité des infrastructures, des équipements et des services** est le premier facteur qui encourage l'installation de nouvelles entreprises sur leur territoire.

Région de Liège, Belgique

Pour le BIC Socran, les efforts réalisés par les pouvoirs publics pour améliorer les infrastructures ont permis l'installation de nouvelles entreprises sur le territoire comme le transporteur TNT quittant les Pays-Bas pour venir s'installer dans la région. Celle-ci offre un véritable pôle multimodal et intermodal de transports de marchandises. L'aéroport de Liège figure dans le top 12 européen, le port fluvial est le deuxième plus grand d'Europe et la région bénéficie du réseau autoroutier belge, le plus dense au monde.

- Cette qualité dans les infrastructures s'accompagne généralement d'une **avance technologique par la RD et l'innovation**, en particulier pour les organisations du Nord.
- L'existence de **cluster** est pour ces mêmes BIC du Nord un élément également important qui attire les entreprises.

L'exemple de la région de Caen, France

La région de Caen a lancé simultanément 3 clusters en 2006, qui selon le BIC Synergia va permettre de développer sur le territoire des activités très pointues et à très forte valeur ajoutée dans le domaine des transactions électroniques sécurisées, du nautique haute technologie et dans la microélectronique.

- **La conquête des nouveaux marchés et l'optimisation du coût du travail** sont des raisons plutôt mentionnées par les organisations de l'Est.

C'est pour se rapprocher des dynamiques marchés émergents d'Europe Centrale et Orientale et non pas en premier lieu pour profiter de coûts moins élevés que des sociétés ont délocalisé une partie de leur production à l'Est. C'est le cas de NOKIA qui a décidé de produire en Hongrie et en Estonie.

- **Effet de levier fiscal**

Le BIC Cork (Irlande) considère que les incitations fiscales pratiquées dans le pays sont un élément déterminant pour expliquer l'arrivée de nouvelles entreprises sur leur territoire.

L'Irlande offre un niveau très bas de prélèvements obligatoires. L'impôt sur le revenu s'y établit à 12,5 %, contre une moyenne de 30 % pour l'Union européenne³. Quant aux cotisations sociales, elles ne représentent que 17,25 % du salaire brut, contre plus de 32 % pour la moyenne communautaire.

³ UE 25

3.3 Bilans Arrivées / Départs sur le territoire

A la question de savoir quel est le bilan des départs/arrivées d'entreprises sur les territoires des organisations depuis ces cinq dernières années (positif, neutre ou négatif), les réponses varient selon que les organisations viennent du Nord, du Sud ou de l'Est:

- **La proportion des bilans positifs** augmente au fur et à mesure que l'on passe du groupe du Nord, du Sud puis de l'Est. Ainsi, 1/3 des organisations du Nord estiment que le bilan est positif, contre plus de la moitié pour le Sud et la totalité pour l'Est.
- Parmi les organisations du Nord à avoir donné un bilan positif, on constate d'après leur réponse qu'ils mentionnent une accumulation de facteurs important pour expliquer les arrivées: Attractivité des infrastructures, conquêtes de nouveaux marchés, primes et subventions l'implantation, effet de levier fiscal, avances technologiques et existence de cluster.
- A l'inverse, pour celles du Sud et de l'Est le bilan positif peut s'expliquer par moins de facteurs (exemple du BIC Riga qui estime le bilan positif grâce principalement à l'optimisation du coût du travail ou du BIC Asturies grâce aux infrastructures et aux subventions à l'implantation).

4. Réaction et identification de pratiques d'intérêt

- 83 % des organisations consultées considèrent jouer un rôle actif dans la prévention des délocalisations en soutenant les politiques de Recherche et Développement, d'innovation et de formation afin d'accroître la compétitivité des entreprises sur leur territoire.
- Parmi les exemples d'initiatives qui apparaissent dans l'enquête, on compte la création de cluster d'entreprises 'pôle de compétitivité', la création d'un centre technique regroupant les moyens et les outils de recherche et développement pour le bénéfice de PME dans des domaines particuliers, la création d'un BIC, le soutien aux petites entreprises aux structures familiales et gérées par des personnes privées, la création d'un institut dans le design et les technologies médicales, la mise en place de projet pilote afin de développer les énergies renouvelables. Il est également question de projet permettant de renforcer la coopération transfrontalière entre PME, de rapprocher les départements de recherche et les jeunes diplômés des universités avec le tissu économique local.

Les tableaux ci-après répertorient chaque initiative exemplaire retenue par les organisations interrogées. Il faut noter que seuls les BIC mentionnant des initiatives figurent sur les tableaux.

Réaction /Initiatives face aux délocalisations

DELOC: Synthèse questionnaires EBN	Réaction de l'organisation face aux délocalisations ?			
	Positionnement			Exemple d'initiatives
	Actif	Passif	Neutre	
Royaume-Uni				
BIC Coventry University Entreprises	oui			Health Design and Technology Institute: institut de soutien aux entreprises en techno médicales, manufactures et TIC (entreprises + autorités nationales/locales + universités) ; Serious Games Institute pour développer le nouveau secteur des serious games (Région + Universités)
Irlande				
BIC Cork	oui			Initiative de capital-amorçage en faveur des start-up technologiques principalement par des incitations fiscales ; Projet Soho Solo pour soutenir l'activité des travailleurs indépendants opérant à distance depuis la région.
France				
BIC ADITEC Pas-de-Calais			oui	1.Creation du Centre de Recherche d'Innovation Technique et Technologique (CRITT) pour faire bénéficier les équipementiers auto de structures de RD dans optimisation moteur, acoustiques, calculs. 2.Essaimage industriel pour redéployer les compétences suite à disparition d'activité dans l'habillement et câbles électroniques, région de Saint-Omer (Agence de développement de St-Omer+ ADITEC)
BIC Alsace	oui			Pole de compétitivité Innovation thérapeutique (autorités nationales/locales + entreprises) ;
BIC Synergia La Technopole Caen Normandie	oui			Développement de trois clusters label Pole de compétitivité : 1.transaction électroniques sécurisées 2.nautique haute technologique 3.microelectronique. (Autorités nationales/locales + entreprises concernées).
Agence économique de développement de Bordeaux Gironde	oui			Suivi des entreprises du territoire (autorités nationales/locales)
Belgique				
CEEI Socran Liege			oui	Développement de la logistique, forte valorisation des infrastructures (Aéroport, Port autonome, Etat, Université): arrivée de TNT. Creation d'1 cluster.

DELOC: Synthèse questionnaires EBN	Reaction de l'organisation face aux delocalisations ?			
	Positionnement			Exemple d'initiatives
	Actif	Passif	Neutre	
BEP Namur	oui			1.Crealys: accueil d'investisseurs par développement d'infrastructures d'accueil (parc scientifique). 1.250 emplois créés. 2.Laureat: Création d'1 CEEI pour soutenir l'innovation par aide financière aux entreprises, formation et aide a la diversification vers secteurs a forte VA
Pays-Bas				
BIC Business Development Friesland			oui	New Businesses Friesland: soutien aux start-up innovantes, networking (Province, Chambre de Commerce, instituts); Family Take over :Conseil pour encourager la reprise d'entreprises familiales par des personnes privées, objectif est d'éviter la revente aux grands investisseurs (Province + entreprise comptable)
Luxembourg				
BIC Frankfurt (Oder)	oui			CBC Cross Border Connect; Viadukt 2005 (Interreg IIIa): aider les PME a pénétrer le marché polonais (BIC Frankfurt)
Autriche				
BIC Burgenland	oui			Initiative énergies renouvelables: projets recherche et pilote, networking et clusters pour rendre région attractive par environnement (entreprises, instituts de recherche, ONG)
Espagne				
BIC Euronova S.A. Andalousie	oui			Inquba, KVP: encourager compétitivité par les certifications qualités ISO/EFQM (Institut andalous de Technologie, entreprises de consulting)
BIC Barcelona Activa	oui			1. Initiatives pour accroître compétitivité des PME, start-up par la formation au management, événementiel. 2.Porta22, Espai de Noves Ocupacions: centre d'information, de conseil pour orienter les travailleurs vers les opportunités d'emploi, principalement dans TIC (Barcelona Activa + autorités locales/nationales)
BIC Burgos	oui			1.EIBT: création d'entreprises dans les nouvelles technologies (Association CEEI Espagne) 2. BIOANCES: création d'entreprises dans les biotechnologies

DELOC: Synthèse questionnaires EBN	Réaction de l'organisation face aux délocalisations ?			
	Positionnement			Exemple d'initiatives
	Actif	Passif	Neutre	
Portugal				
Centro Promotor de Inovacao e Negocios do Algarve	oui			Qualyovem: promouvoir l'innovation et compétitivité des PME par la formation et le placement de jeunes diplômés (CPINAL, gouvernement national)
Italie				
BIC Sviluppo Italia Friuli Venezia Giulia Spa	oui			1. Invest in Italy: point référence (information, conseil, assistance) pour les investisseurs en Italie (réseau Svilippo + autorités nationales) 2. Mercati Aperti: promouvoir le développement à l'international des entreprises sous Objectifs 2 (Svilippo Venezia Giulia + Chambre de Commerce d'Udine)
Slovaquie				
BIC Cassovia	oui			Développement de cluster pour les PME orientées vers la recherche et l'innovation (centres de développement régional, chambre de commerce et d'industrie, EBN,
Bulgarie				
BIC Bourgas	oui			Pas encore d'exemples concrets mais anticipe des initiatives d'amélioration des infrastructures et de développement du tertiaire grâce à l'accès au marché européen.
Chambre de Commerce et d'Industrie de Ruse	oui			USSMERR: rapprocher les instituts de recherches locaux aux entreprises du tissu économique local par des rencontres de discussions, workshops (Université de Ruse, Centre municipal de la jeunesse)
Lettonie				
Latvian Technological Centre	oui			création du bureau de l'Association allemande des Centres de Recherche Industriels (AiF) à Riga pour permettre aux entreprises et institutions de recherche des Pays baltes de trouver des partenaires en Allemagne pour la recherche, de développement de nouvelles techno et nouveaux produits
Republique Tchèque				
BIC Brno, Moravie du Sud	oui			stratégie régionale pour l'innovation (ville, Allemagne, Hollande); International Technology Centre pour favoriser la RD dans l'industrie.
Etats-Unis				
Ross School of Business, University of Michigan	oui			Detroit First: redynamiser l'activité par incitations fiscales, subventions, lobbying.

